

CHEVRON REFUSE DE CÉDER LE CONTRÔLE DE GULF CANADA À OLYMPIA L'achat de Gulf par Pétro-Canada avorte

PIERRE CAYOUILLE

Les espoirs de Pétro-Canada de se porter acquéreur de l'actif de Gulf Canada se sont évanouis. La transaction par laquelle la Société Olympia and York Developments de Toronto devait prendre possession de Gulf Canada a avorté en fin de journée hier.

La Société américaine Chevron Corp. devait vendre à la famille Reichmann de Toronto, qui possède Olympia and York Developments, le contrôle de Gulf Canada au prix de \$ 3 milliards; laquelle devait vendre à Pétro-Canada

une part importante de son actif. Or, ce marché a échoué hier.

« Chevron envisagera sérieusement d'autres solutions de rechange », a déclaré un porte-parole américain de la société Chevron. Avec l'échec de la société torontoise, Olympia and York perd un dépôt de \$ 25 millions.

La transaction entre Pétro-Canada et Olympia and York devait normalement se finaliser lundi dernier. Mais une offre de dernière heure de Norcen Energy Resources, contrôlée par le financier torontois Conrad Black, a retardé de 48 heures la conclusion du marché.

Plus tôt dans la journée d'hier, on avait an-

noncé que l'entente avait été conclue et que Pétro-Canada avait convenu de dépenser \$ 1,8 milliard pour l'achat des raffineries de Gulf, de 2,500 stations-service, de certains éléments d'actif que Gulf détenait dans Syncrude et de réserves pétrolières en Alberta.

Si les Reichmann avaient pris contrôle de Gulf, la transaction aurait été la plus importante aux fins de la canadienisation de l'industrie pétrolière. Si la transaction avait été conclue, la nouvelle compagnie gouvernementale aurait été la plus importante de toute l'industrie canadienne.

Dans un arrêté ministériel datant de ven-

dredi dernier, mais rendu public mercredi, le cabinet autorisait la Société Pétro-Canada à emprunter jusqu'à \$ 1,6 milliard pour faire l'achat des stations-service et raffineries canadiennes de Gulf.

La famille Reichmann, de Toronto, qui voulait acquérir 60 % de Gulf de la société américaine Chevron, avait mis en vente l'actif de Gulf Canada. Le scénario voulait que Pétro-Canada achète l'actif de Gulf, à condition que les Reichmann acceptent de se départir de certaines ou de toutes leurs acquisitions dans le delta et la Mer de Beaufort. Selon l'entente, Pétro-Canada

Voir page 10: Petro-Canada

LE DEVOIR ÉCONOMIQUE



L'OR SE RELÈVE !

Le cours de l'or a gagné \$ US 9,85 depuis le début de la semaine... mais le mouvement risque de s'arrêter brusquement lorsque l'Opep se réunira à Genève lundi prochain. Page 11

LE DOLLAR US POURSUIT SA GLISSADE

La devise américaine est tombée hier à son plus bas niveau depuis un an face au mark allemand. Page 11

DISMAT ET BMR FUSIONNENT

Trois mois auront suffi aux deux groupes de matériaux de construction et de rénovation pour unir leurs destinées. Avec un chiffre d'affaires de \$ 500 millions, la nouvelle entité occupera entre 35 % et 45 % du marché québécois. Page 12

AU SOMMAIRE

LES MARONITES EN CONGRÈS À MONTRÉAL

Plus d'un millier de maronites libanais sont réunis à Montréal pour le congrès de l'Union maronite mondiale. Pendant cinq jours, une quarantaine de personnalités s'adresseront aux congressistes. Hier les dirigeants de l'Union ont dénoncé le « génocide » des chrétiens maronites au Liban. Page 4

MANIFESTATION DE FALASHAS EN ISRAËL

Les falashas, juifs d'origine éthiopienne, protestent contre les conversions forcées que le rabbinat israélien impose. Le premier ministre Pères a promis d'intercéder en leur faveur, mais les grands rabbins ont déclaré que la tradition devait être respectée. Page 5



Shimon Pérès

Première rencontre de Pérès avec des dirigeants palestiniens

JÉRUSALEM (AFP) — Deux personnalités palestiniennes de Cisjordanie occupée, MM. Elias Freij, maire de Bethléem, et Hikmet Al Masri, ancien président de l'Assemblée jordanienne, vivant à Naplouse, ont été reçues mardi soir par le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, a-t-on appris hier à la présidence du conseil.

C'est le premier entretien de ce genre qui se déroule à la présidence du conseil entre un premier ministre israélien et des personnalités palestiniennes de Cisjordanie, note-t-on.

À l'issue de cet entretien qui a duré trois heures, M. Al Masri, interrogé hier par la radio israélienne, a indiqué que « les responsables palestiniens sont sincèrement intéressés à des entretiens susceptibles d'aboutir à la conclusion d'une paix globale ». Il a toutefois souligné que « les divergences entre les deux parties sont tellement graves qu'elles n'ont pas encore trouvé le moyen de franchir le pont qui leur permettra de se rencontrer ». M. Freij, quant à lui, s'est refusé à tout commentaire.

Selon la radio israélienne, les deux hommes pourraient être au nombre des personnalités palestiniennes faisant partie de la délégation jordanienne-palestinienne qui doit rencontrer le secrétaire d'État adjoint américain, M. Richard Murphy.

Le *Jerusalem Post* (indépendant, de langue anglaise) indique hier matin que des divergences opposent le premier ministre israélien, M. Pérès, au ministre des Affaires étrangères, M. Ytzhak Shamir, au sujet de la signification de la formation d'une délégation jordanienne-palestinienne et de ses entretiens avec les responsables américains.

Selon ce journal, M. Pérès ne serait pas opposé à la formation d'une telle délégation, si elle devait jouer un rôle valable dans le processus de paix. En revanche, M. Shamir s'oppose à ce qu'Israël intervienne dans la composition de cette délégation, de manière à pouvoir ultérieurement refuser tout dialogue en indiquant que les personnalités qui y participent ne sont pas des interlocuteurs valables.

Toutefois, hier soir, le premier ministre, a récusé les personnalités palestiniennes pressenties pour faire partie d'une délégation jordanienne-palestinienne devant entamer prochainement un dialogue avec Washington.

« Ces gens sont tous membres de l'OLP et du Conseil national palestinien. Aucun d'entre eux n'appartient au courant des palestiniens habitant dans les territoires de Judée-Samarie (Cisjordanie) et Gaza ouverts à un dialogue avec Israël », a-t-il déclaré à la télévision israélienne.

Selon M. Pérès, « il n'est pas évident que les États-Unis acceptent cette liste (...). Je pense que dans ces conditions des contacts entre les États-Unis et une délégation jordanienne-palestinienne ne seraient pas judicieux », a-t-il encore affirmé.

Voir page 10: Pérès

LES PHILIPPINES À L'HEURE DES CHOIX

IV. Les journalistes sur la corde raide entre la servitude et la « guérilla »

CAROLE BEAULIEU

MANILLE — Les journalistes philippins vivent au cœur d'un « scoop » incessant.

L'archipel aux rizières en terrasse abrite la seule guérilla communiste de l'Asie du Sud-Est; on discute ouvertement, dans les cafés de la capitale, de présumés atrocités militaires et de corruption gouvernementale; l'Église catholique est déchirée entre partisans et adversaires du président Ferdinand Marcos; piquets de grève et manifestations abondent; le pays traverse la plus importante crise économique de son histoire.

Pourtant, jusqu'à l'assassinat en août 1981 du sénateur Benigno Aquino, bien peu de quotidiens et stations radiophoniques faisaient état de ces événements.

L'archipel a beau disposer de ce que l'UNESCO qualifie d'un « réseau de mass media digne d'un pays développé », les Philippines avaient, depuis l'imposition de la loi martiale en 1972, plus souvent entendu parler des réceptions offertes par le Palais présidentiel que de la hausse du coût de la vie.

Au cours des jours qui ont suivi l'assassinat de M. Aquino, les grands quotidiens de Manille n'ont consacré à l'événement que 27% de leur espace de première page (contre 40% dans les journaux étrangers), selon une étude menée par un institut de recherche de Manille, Ibon Data-bank.

Mais cette époque de « disette » est désormais révolue. La presse philippine — considérée, avant 1972, comme la plus libre de l'Asie du Sud-Est — a récemment repris du poil de la bête. Aux côtés des quatre quotidiens pro-gouvernementaux, qui appartiennent à amis ou des proches du couple présidentiel, une dizaine de nouvelles publications sont apparues récemment dans les kiosques.

La plupart sont publiées en anglais — la « langue du colonisateur », disent certains — mais un nombre croissant le sont en tagalog, l'un des 80 dialectes de l'archipel.

Les manchettes d'hebdomadaires comme *Mr. and Ms.*, *Veritas* et *Mabuhay*, au lendemain de l'assassinat de M. Aquino, leur ont attiré de



Les jeunes crieurs de journaux de Manille ont depuis peu toute une myriade de nouvelles publications à vendre. Quotidiens et hebdomadaires d'opposition, en anglais ou en tagalog, ont en effet bourgeonné depuis l'assassinat il y a deux ans du « numéro un » de l'opposition, Benigno Aquino. Entre les caricatures et les reportages détaillant l'oppression et la pauvreté, certains journalistes philippins disent pratiquer du journalisme « de guérilla ».

nombreux lecteurs. Assoiffés d'information, les Philippines se sont jetés sur cette presse « alternative », qu'il fallait consulter pour suivre les manifestations contre le meurtre de l'ex-sénateur, et être tenu au courant du procès de ses présumés assassins. Certains ont même organisé un boycott de la presse officielle.

Au risque de perdre « trop de lecteurs et toute crédibilité », les journaux pro-gouvernementaux ont dû emboîter le pas, estime Bunny Langsam, directeur de l'agence de presse *Philippine News and Features*, et accorder une couverture minimale au vaste mouvement de protestation qui secouait l'archipel de 50 millions d'habitants.

Un récent rapport d'un groupe américain, le *Committee to Protect Journalists*, dont le président est l'ex-présentateur Walter Cronkite, soutient que l'assassinat du « numéro un » de l'opposition anti-Mar-

cos a agi comme un « catalyseur » et stimulé le développement d'une presse indépendante.

Non pas que les lois aient changé: un décret présidentiel fait toujours peser la menace d'une condamnation à mort sur ceux qui font usage des médias pour diffuser de la « propagande antigouvernementale ». Mais les journalistes sont devenus « plus audacieux », explique M. Langsam.

Certains, comme Sylvia Colonel, 26 ans, parle même de « journalisme de guérilla »: « On avance, on recule. Quand j'écris un papier sur les abus des militaires, je fais en sorte, la semaine suivante, d'écrire sur la mode ou un autre sujet peu controversé, question de ne pas trop attirer l'attention. »

« Tous les jours nous appelons Malacanyang (le Palais présidentiel) », raconte Ma Lou Mangahas, chef de pupitre au plus large quotidien de la capitale, le *Bulletin Today*

(progouvernemental). « Ils confirment si on doit ou non publier tel papier ou telle photo, retarder la publication de tel autre papier. »

Cette procédure crée parfois des situations pour le moins curieuses. Ainsi *Bulletin Today* publiera le démenti d'un événement dont ses lecteurs n'ont même pas entendu parler, du moins pas dans les pages du *Bulletin*...

Le métier de journaliste est plutôt risqué au pays de M. Marcos. Depuis la levée de la loi martiale en 1981, plus d'une quinzaine de journalistes ont été tués, dont sept en 1984. Quatre autres ont été assassinés depuis le début de l'année. Bon nombre de professionnels de l'information font l'objet de poursuites en diffamation de plusieurs millions de pesos.

Jusqu'à son évasion en mai dernier, après dix ans de prison, l'ex-rédacteur en chef adjoint du *Manila*

Voir page 10: Philippines

MARCO POLO, ou le nouveau livre des merveilles

3. Le carnaval romain

(NDLR: Les huit auteurs ont reçu hier un mot de l'écrivain Italo Calvino qui observe l'évolution de ce feuilleton « ouvert ». Le personnage principal de chaque récit, écrit Calvino, devra se trouver devant un choix irréversible dans lequel deux possibilités seulement s'offriront à lui. Le DEVOIR a choisi aujourd'hui le texte du Congolais Sony Labou Tansi dans lequel on suit le sort de Dona Caldero, personnage qu'il proposait au point de départ et qu'il ratrape à Rome où Florence Delay l'y a laissé hier par un détournement d'avion. Dona Caldero, qui se croyait orpheline, a annulé à la dernière minute un mariage pour retrouver son père dont elle apprend le numéro de rue sans le nom de la ville. À Rome, elle rencontre Angelica, qui lui plaît étrangement mais qu'elle devra ou quitter ou emmener avec elle pour échapper au Roi de l'Abattoir, pourtant l'ami d'Angelica, cet Anselmo Carnesale plus que louche... sexagénaire habitant sur la colline mal fameuse du Testaccio, proposé par l'écrivain Bertrand Visage au départ du feuilleton. Et puis il y a les chiens de ce Carnesale qui n'arrêtent pas de hurler... M'enfin, bonne continuation !)

SONY LABOU TANSI depuis Brazzaville

C'était été une nuit délicieuse à la

quelle le jour qui se levait avec ce soleil bien enflammé donnait un très maladroit coup de pied. L'ancienne place du marché au bétail était jonchée d'hommes et de femmes qui dormaient encore parce que la fête, les danses, les bouffes, les beuveries ou l'attente les avaient exténués.

Le signor Carnesale dormait dans son trône. Sa bouche continuait à retenir un long filet de spaghettis, sa main droite tenait un verre à demi plein et dans sa main gauche ricanait un pilon de volaille à moitié dévoré.

On s'était gavé comme de vrais Romains à la Fête du Roi. Seules Dona Caldero et Angelica tenaient debout. Elles avaient bavardé toute la nuit, au milieu du vacarme de la fête, des amours de fortune, des coups de pétard, elles ne s'étaient pas quittées une seconde, comme si elles avaient gardé des choses à se dire depuis des années.

Maintenant que le jour se levait, elles aussi s'étaient levées et marchaient en direction du Tibre. Dona Caldero pensa au footing qu'elle faisait tous les matins avec celui qui avait failli l'épouser. Plusieurs fois elle avait eu envie de courir, comme on a envie de fumer. Angelica lui parlait de sa vie, du Roi de l'Abattoir qui en réalité s'appelait Bertrand Laforge, ancien du P.C.F., ancien du nickel et de l'acier, ancien commandant de réserve, ancien empereur de la guerre espagnole, ancien péta-



Dona Caldero a déchiré sa robe et sa peau

Dessin Herménégilde Chissone

niste, ancien proche de Mussolini, puis d'Adolf Hitler, ancien marchand d'Auschwitz, ancien mercenaire, ancien de la guerre d'Indochine... Il avait tout été.

Il avait vu toute les boucheries du monde, les plus grandes ententes. Et comme lui-même le disait: il avait

été traversé par d'innombrables existences, mais au cours de ces existences il n'aura vécu qu'une nuit d'amour, il ne savait plus où: en Indochine peut-être ou bien au pays des Flamboyants. La vieillesse avait mangé une bonne part de ce souvenir.

— Qu'auriez-vous fait si vous aviez été moi, avec dans la tête et dans les yeux le monde entier, me demandait-il souvent.

Angelica eut des larmes dans la voix. Les deux femmes marchaient sur la plage maintenant. Le soleil et

Voir page 10: Marco Polo

Clark promet de poursuivre les programmes d'aide aux réfugiés indochinois en Thaïlande

ARANYAPRATHET, Thaïlande (PC) — Le ministre des Affaires extérieures du Canada, M. Joe Clark, est plus déterminé que jamais à poursuivre les programmes de soutien et d'aide à la relocalisation destinés aux réfugiés indochinois qui se trouvent en Thaïlande.

M. Clark a fait cette déclaration hier, après avoir visité les camps longeant la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge où vivent quelque 230,000 réfugiés cambodgiens.

En tournée dans le sud-est asiatique, M. Clark a passé la majeure partie de la journée d'hier en discussions avec des réfugiés et des représentants d'organismes humanitaires thaïs et internationaux.

Cette visite aura eu pour effet, selon le ministre, de mettre en lumière l'importance de l'engagement du Canada dans cette région.

À peine quelques heures avant l'arrivée du couple Clark et de son escorte officielle, la région de Khao-I-Dang a été bombardée par les troupes vietnamiennes combattant la résistance cambodgienne.

Voilà qui accentue d'autant plus l'urgence de l'aide canadienne, a souligné le ministre des Affaires extérieures.

Dans un des camps visités, M. Clark s'est brièvement entretenu avec Hing Kathorn, porte-parole du Front de libération nationale du peuple kampuchéen, qui lui a décrit les



M. Clark applaudit une chanson que viennent de présenter en son honneur des enfants réfugiés cambodgiens vivant dans les camps longeant la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge.

souffrances endurées par les Cambodgiens au cours des récents mois.

D'autre part, le secrétaire d'Etat canadien aux Relations extérieures s'est montré prudent hier, à Bangkok, au sujet de la promesse formulée lundi par les Khmers rouges de renoncer éventuellement au pouvoir en cas de retrait vietnamien du Cambodge.

Il ne s'agit que d'une déclaration parmi d'autres, a déclaré à la presse M. Clark, et il faut attendre pour voir si elle sera suivie d'effets.

Les Khmers rouges (pro-chinois), qui représentent la force principale de la résistance tripartite cambodgienne, avaient annoncé lundi qu'ils accepteraient un règlement politique de la question cambodgienne

dans les termes définis par l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ASEAN), même si un tel règlement empêchait leur participation au futur gouvernement du Cambodge.

M. Clark doit se rendre en Indonésie aujourd'hui. Lundi prochain, il s'enverra pour Singapour où il fera un arrêt de 24 heures avant de mettre le cap sur l'Europe.

L'avion d'Air India a explosé en plein ciel

NEW DELHI (AFP) — Le Boeing d'Air India s'est désintégré en l'air avant de s'abîmer dans l'Atlantique le 23 juin, ont conclu la plupart des enquêteurs indiens cités hier par l'agence indienne PTI.

Mais selon un membre non identifié de la commission d'enquête, de longues recherches sont nécessaires pour connaître la cause de cette catastrophe qui a causé la mort de 329 personnes. Il pourrait être nécessaire de récupérer le fuselage principal du Boeing 747 qui gît en mer au large de l'Irlande.

D'après les premières écoutes de la boîte noire du Boeing d'Air India, une explosion s'est bien produite en plein ciel.

Selon un des experts chargés de l'audition des bandes, l'enregistrement des conversations dans le cockpit est normal, mais est suivi, avec un écart de 15 secondes, de certains bruits. Il n'a pas décrit la nature de ceux-ci, mais a ajouté: «nous procédons à une analyse approfondie des enregistrements, et cela nous amène nettement à penser qu'il y a eu une explosion en plein ciel.»

Quatre hypothèses sont envisagées pour expliquer la désintégration, a indiqué cet enquêteur: — Une bombe placée dans l'avion

— Une usure du métal
— Des défauts structurels et un court-circuit dans l'équipement électrique de l'appareil
— Une fuite d'acide des batteries.

Les autopsies des victimes ont établi que la plupart d'entre elles étaient mortes avant que l'avion ne touche l'eau.

Les enquêteurs ont commencé mardi soir l'examen de l'enregistreur des données techniques du vol — l'une des boîtes noires — au centre technique d'Air India, à l'aéroport Sahar de Bombay.

Cet enregistrement donnera des indications certaines sur ce qui a causé la modification de la trajectoire de l'avion et ce qui a empêché l'équipage de contacter la tour de contrôle immédiatement avant la catastrophe.

L'enregistreur de données surveille 64 paramètres permettant de contrôler le bon fonctionnement des différents organes de l'avion.

La seconde boîte noire qui enregistre les conversations dans le cockpit, a également été ouverte mardi, a-t-on indiqué de source officielle à Bombay.

Cet enregistrement devrait permettre de connaître les dernières conversations de l'équipage avant la catastrophe.

Landry à Rouyn-Noranda

Garon n'annoncera sa décision que le 29

GILLES LESAGE

QUEBEC — Ce n'est que dans onze jours, soit le lundi 29 juillet, que M. Jean Garon annoncera s'il est candidat ou non à la succession de M. René Lévesque à la présidence du Parti québécois.

C'est ce que les journalistes ont appris hier, en prenant connaissance du calendrier des activités du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, d'ici la fin du mois. La plupart, sinon tous, prévoient que M. Garon annoncerait sa candi-

dature ces jours-ci, sinon aujourd'hui même. Ils se perdent en conjectures sur les raisons de ce délai, alors que tout, y compris les déclarations du ministre, portait à croire que sa décision était ferme et imminente. Interrogé à cet égard, son bureau se borne à référer au communiqué de presse. Pas de commentaires non plus sur l'appui que le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, M. Gerald Godin, a accordé mardi à son collègue de l'Agriculture.

Entre-temps, toutefois, M. Garon

n'est pas en vacances. Aujourd'hui, il est à Saint-Joachim de Tourelle (Matane), demain à Nicolet et à Alma, samedi à Baie Saint-Paul et à Saint-Hyacinthe, toujours pour des activités officielles. De dimanche à vendredi, il participe à la Conférence annuelle des ministres de l'Agriculture, à Saint-Jean de Terre-Neuve.

D'autre part, Mme Pauline Marois n'a pas donné signe de vie hier, mais l'on prévoit que le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, et déléguée à la Condition féminine, annoncera sa candidature au

début de la semaine prochaine. Elle sera ainsi le troisième ministre à se mettre en lice, dans la foulée de MM. Bernard Landry et Pierre Marc Johnson.

Le ministre de la Justice et délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes est inactif cette semaine, passant dix jours en vacances avec sa famille, à La Malbaie, dans Charlevoix. Mais le ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur est fort actif. Hier, M. Landry a participé aux rencontres ministérielles avec le président de la Chine, en visite à Québec. Aujourd'hui, le ministre fait campagne à Rouyn-Noranda, comté de son adjoint parlementaire, M. Gilles Baril, l'un des trois députés qui, à ce jour, appuient officiellement le député-ministre de Laval-des-Rapides.

En conférence de presse, M. Landry traitera en détail de l'une des priorités de son programme, en plus de donner des entrevues et de participer au cinquantenaire de Bellecombe. Le communiqué précise que le ministre utilise un vol commercial d'Air Canada.

D'autre part, il semble que les assemblées régionales que le PQ tiendra à travers le Québec, avec la participation de tous les candidats, commenceront dès le dimanche 18 août, soit trois jours après la fermeture des mises en candidature et de la campagne d'adhésion. La présidente du scrutin, Mme Francine Jutras, est censée en faire part d'ici la fin de la semaine, ainsi que des modalités de ces ralliements.

Les jurés au procès Keegstra commencent leurs délibérations

RED DEER, Alberta (PC) — Après avoir entendu des témoins pendant 67 jours, les jurés au procès de Jim Keegstra ont commencé leurs délibérations hier, avec la recommandation du juge John MacKenzie d'en arriver à un verdict unanime.

Keegstra, qui est âgé de 51 ans, est accusé d'avoir fomenté la haine des Juifs dans les cours qu'il a donnés à l'école secondaire d'Eckville, à une cinquantaine de kilomètres de Red Deer.

Dans ses remarques, le président du tribunal a rappelé que la loi ne pouvait être modifiée que par le Parlement et que les jurés n'avaient pas

le droit de rendre un verdict basé sur leur opinion de la loi.

«Agir autrement constituerait une violation de votre serment», a souligné le juge MacKenzie.

La loi qui interdit la promotion volontaire de la haine contre un groupe identifiable, a noté le juge, essaie de contre-balancer la liberté d'expression par le droit des Canadiens de ne pas être victimes de la haine à cause de leur race, de la couleur de leur peau, de leur religion ou de leur origine ethnique.

«Cette loi, a affirmé M. MacKenzie, ne viole pas la Charte des droits et libertés.»

Le président du tribunal a exami-

né les moyens de défense possibles dans la cause: la vérité, la bonne foi et l'intérêt public.

Pour la défense de vérité, l'accusé a le fardeau de prouver la vérité de son enseignement. Cette défense n'a que très peu été invoquée au cours du procès.

Mais les jurés peuvent accepter la défense de bonne foi, a dit le juge, s'ils sont convaincus que Keegstra était sincère dans l'opinion qu'il donnait.

La défense la plus compliquée est celle de l'intérêt public. Il faut, à ce moment, que Keegstra ait été convaincu qu'il exprimait des vérités pour le bien du public.

Extraits des journaux de Mengele publiés Le bourreau d'Auschwitz vivait dans la peur panique d'être retrouvé

MUNICH (AP) — Les extraits des journaux de Josef Mengele publiés dans l'hebdomadaire «Bunte» sur la base de

documents familiaux fournis par son fils montrent que le médecin d'Auschwitz redoutait d'être appréhendé, souffrait d'insomnie mais ne manifestait pas de remords pour son action. Ces documents, qui doivent paraître aujourd'hui dans l'hebdomadaire, révèlent que «l'ange de la mort» responsable de la mort de 400,000 Juifs avait une peur panique d'être re-

trouvé. «Au lieu de trouver un sommeil réparateur, je suis tourmenté par des visages en colère et par des rêves qui épuisent mon âme... et je commence une nouvelle journée sans espoir», écrivait-il peu après s'être installé au Brésil. Les craintes de Mengele devaient s'accroître après l'opération israélienne contre Adolf Eichmann en 1960.

«Les choses se précipitent et peut-être vont vers un terrible dénouement pour moi... il est déprimant que toute la situation soit devenue imprévisible.» Le 7 juin 1962, commentant l'arrestation du chef de la section juive

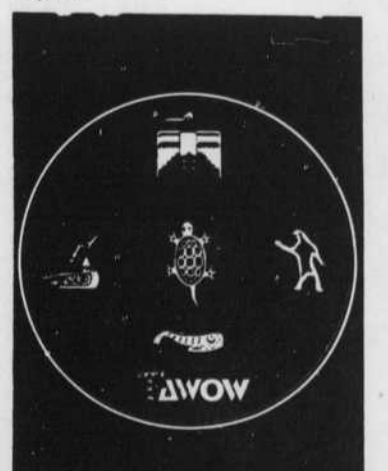
de la Gestapo, il écrivait «Son peuple l'a trahi honteusement. À un moment dans l'avenir, le peuple allemand devra éprouver de la honte pour cela. Ou il n'aura jamais plus honte.» Dans les années 1970, après avoir pris l'identi-

tité d'un ami autrichien de 14 ans son cadet, Mengele fut à nouveau pris d'angoisses. «Actuellement, je rêve d'une guillotine à double tranchant.» Mengele déplorait également le système politique en Allemagne.

guérin
l'éditeur
qui
édite

TROUSSE TAWOW SUR LES AMÉRINDIENS
Adaptation de Serge-André Crête

Tawow est une trousse multimédia que les professeurs peuvent utiliser de diverses façons.



STRUCTURE ET CONTENU
Tawow comprend huit éléments principaux:

1. Quatre fiches d'introduction et de référence intitulées «Sais-tu...?»; 2. Cinquante fiches-étude portant chacune sur un thème précis; 3. Cent fiches-photo qui illustrent ou complètent des éléments de fiches-étude; 4. Un index des fiches-étude et des fiches-photo; 5. Un jeu-questionnaire; 6. Trente diapositives qui illustrent quelques manifestations artistiques autochtones; 7. Deux cassettes portant sur la musique et la danse autochtones; 8. Un guide du maître contenant des références bibliographiques et audio-visuelles.

ISBN-2-7601-1026-5

135,00\$

4560 rue Station
Saint-Denis
Montréal, Québec
Tél. (514) 849-1111

168 est, rue
Métro-Longueuil
Longueuil, Québec
Tél. (514) 677-6525

4440 rue
Sainte-Catherine
Montréal, Québec
Tél. (514) 861-5647

CARTES D'AFFAIRES

ROBIC, ROBIC & ASSOCIÉS
Fondée en 1892
Conseils en propriété intellectuelle Agents de brevets d'invention et de marques de commerce
1514, Docteur Penfield Montréal, Canada, H3G 1X5
Tél. (514) 934-0272, Télex: 05-268656, Cable: MARION

TRAVAUX DE PHOTOCOPIE ET D'IMPRESSION URGENTS?

SCRIBEC
45 rue Jarry est — 387-2486

Samson Bélaïr
Comptables agréés

Montréal Bureau 3100 Tour de la Bourse 1422 118 (871-1515)	Laval Bureau 510 2 Place Laval 178 585 (606-8910)	Longueuil Bureau 200 125, Boul. Ste-Foy J4J 1B7 (670-4270)
--	---	--

Bureaux dans les principales villes du Québec et du Canada

75 ans

Affiliation internationale - Moore, Stephens & Co

NOS MEILLEURES TABLES

CONSTAMMENT VOUS ÊTES À LA RECHERCHE DE BONNES TABLES

LE DEVOIR AUSSI!

VOUS VOULEZ VOUS DÉTENDRE ENTRE AMIS DANS UNE ATMOSPHÈRE CHALEUREUSE.

LE DEVOIR Y A PENSÉ!

SONGEZ-Y

TOUS LES SAMEDIS, NOTRE SECTION LOISIR REGROUPE POUR VOUS LES MEILLEURES TABLES DU TOUT QUÉBEC

PREMIÈRE PARUTION: 17 AOÛT

SUITES DE LA PREMIERE PAGE

◆ Pérès

Enfin, le premier ministre n'a pas écarté l'éventualité d'un éclatement du cabinet israélien d'union nationale. « L'aboutissement du processus de paix et Proche-Orient suppose des risques et aussi un prix à payer », a-t-il dit.

Prenant de son côté la parole à Tel-Aviv, le ministre israélien des Affaires étrangères, M. Yitzhak Shamir, a vivement pris à partie les États-Unis « qui semblent envisager d'accepter comme interlocuteurs les chefs d'une organisation terroriste dont l'objectif avoué est d'obtenir qu'Israël évacue la Judée-Samarie, le territoire de Gaza et le plateau du Golan ».

Contrairement à tous les pronostics, les notables « pro-jordanien », comme M. Elias Freij, maire de Bethléem, Hikmat el-Masri, influent homme d'affaires de Naplouse, ou Rachad Chawa, maire destitué de Gaza, ne font pas partie des sept personnalités des territoires occupés retenus dans cette liste, a-t-on appris de très bonnes sources palestiniennes et diplomatiques.

En revanche, d'autres personnalités modérées mais considérées comme plus proche du Fatah, principale composante de l'OLP, comme le maire destitué de Hébron, M. Mustafa Natche, ou le maire de Tulkarie, M. Hilmi Hanon, en font partie, avec le double aval de M. Yasser Arafat et du roi Hussein, a-t-on précisé de mêmes sources.

Selon M. Natche, la rencontre entre la délégation américaine et la délégation jordano-palestinienne ne pourrait avoir lieu avant le début d'août.

Considéré comme « colombe », M. Abba Eban, président de la commission parlementaire des Affaires étrangères, souhaite « la reconnaissance » de la délégation jordano-palestinienne et la tenue de la rencontre avec les Américains.

À l'opposé, le ministre du commerce, M. Ariel Sharon, et le vice-ministre des Affaires étrangères, M. Roni Milo, considérés comme des « faucons », ont estimé qu'Israël devait marquer son opposition totale à une rencontre entre américains et jordano-palestiniens.

M. Pérès a déjà déclaré que cette rencontre constituait un sujet de divergence entre Israël et les États-Unis, mais on estime de source informée que le premier ministre pourrait lever son objection à la formation d'une délégation commune jordano-palestinienne si elle devait jouer un rôle valable dans le cadre du processus de paix.

M. Shamir pour sa part a toujours déclaré qu'Israël devait s'opposer de toutes ses forces à cette délégation qui constitue le « cheval de Troie » de l'OLP pour obtenir sa reconnaissance par Washington.

◆ Marco Polo

le vent se disputait leur peau. Mais Dona Calero pensait au 55 rue de l'Archevêché... elle entendait la voix d'Angelica qui depuis la veille racontait l'épopée du Roi de l'Abattoir, qui, à soixante-cinq ans avait une fortune à inviter tout Rome. En fait le Roi depuis trois ou quatre ans avait pris la coutume d'organiser ce qu'il appelait (sans le dire à personne d'autre qu'à Angelica) le carnaval du délire, avec chaque fois le désir de dire son secret à la presse pour terminer les choses comme un spectacle.

— Il me paye pour qu'un jour j'écrive son histoire, dit Angelica à Dona Calero qui regardait la mer où des bateaux agitaient leurs queues d'écumes. Un avion déchirait blanc le ciel trop bleu. Dona Calero entendit au fond de son cœur l'appel de la France, celui du 55 rue de l'Archevêché. Elle avait une tendresse naissante pour la voix et le corps d'Angelica. Elle agita nerveusement sa belle forêt de cheveux noirs que le vent lui disputait. Elle était belle : tous les yeux, toutes les bouches lui avaient dit cette chose.

Elle se souvint de la mer sous l'équateur, quand Benoit Goldman enfonçait sa main froide dans ses mains à elle et l'appelait Cléopâtre. Mais Benoit était loin derrière elle. Elle pensa qu'Anselmo Carnesale pouvait être son père et frissonna d'horreur. Du premier regard Dona Calero l'avait haï. Cette haine, la même qu'elle nourrissait pour les hommes aux cagoules de l'aviation, avait rapproché Dona Calero d'Angelica, la seule qui, comme elle-même, n'avait pas touché à la fête du Roi de l'Abattoir.

— Parce qu'il n'y avait pas de légumes, lui avait expliqué Angelica. La viande est trop dure à manger. Elle pensa aux hommes aux cagoules qui devaient encore dormir et qui, peut-être à leur reveni allaient sauter sur leurs armes pour prendre tout le royaume de l'Abattoir en otage. Le monde s'affole à une telle allure ! pensa Dona Calero.

— Il faut que je parte, dit-elle à son amie, et maintenant même. Après seulement, elle se souvint qu'elle n'avait plus ni ses bagages, ni ses papiers, ni rien au monde qui fut vraiment à elle. Il ne lui restait plus que son corps, sa longue robe de soie trempée dans l'argile, les flottes pourries, les crasses, couverte de débris de feuilles, de bois, de graisse... elle avait encore ses bijoux, son soutien-gorge, et ses pieds nus marchaient. Cinq mots cloués dans sa chair transie : 55 rue de l'Archevêché... une autre fois Angelica lui demanda qu'elle reste.

— Tu es sûrement sa fille.

— Je ne voudrai pas l'être, dit Dona Calero d'une voix chargée par le dépit.

Elles marchèrent pendant quatre à cinq minutes. À ce moment, elles entendirent appeler derrière elles :

— Angelica ! Angelica !
La voix qui appelait était lourde de panique. Elle semblait raper l'air. On eut dit qu'elle hachait les oreilles qui l'entendaient.

— Angelica ! M'abandonne pas, j'en mourrai...

C'était le Roi qui descendait la colline du Testaccio en courant, tombant puis se relevant. Tombant de nouveau. Se relevant. Courant. Appelant à fendre les oreilles :

— Angelica ! Angelica ! Fais pas la comète ! Tu sais que je peux te tuer si...

Les deux femmes s'étaient mises à courir un moment vers le Tibre. Elles avaient quitté la Nationale et s'étaient engagées sur une régionale. Dona Calero courait plus vite qu'Angelica ; mais elle lui donnait sa main. Angelica la tenait très fort.

La voix appelait toujours. La voix tombait, puis se relevait. Ouis tombait de nouveau pour se relever plus loin après avoir roulé un moment.

Elles arrivèrent dans un champ de blé non encore récolté. Une autre voix se mit à leur crier des injures, accompagnée d'aboiements de dogue.

— Qu'est-ce que vous faites les enculées ?

Elles couraient. Puis elles atteignirent les berges du Tibre sous un véritable concert d'aboiements et d'injures bien orchestrées. L'italien est la meilleure langue au monde pour bien dire une injure. Une injure ou simplement une colère en dégagent mieux la musicalité et la saveur poétique. Il faut être absolument naïf pour passer son temps à dire des injures en français, parce que le français, un peu comme le russe et le swahili, sont meilleurs pour dire une peur.

Ne dites jamais vos peurs en anglais, elles en seront fausses, pensa Dona Calero.

Elles ont traversé le Tibre à la nage. Elles tremblent. L'eau est si froide qui ruisselle et lèche leurs corps. Dona Calero a déchiré sa robe et sa peau.

Elles se regardent longuement. Sans rien dire. Comme pour laisser la parole à leur passé.

— Je crois qu'il vaut mieux que tu reste, dit Dona Calero à Angelica.

Elle tient fort sa main. Très fort. La voix du signor Carnesale continue à appeler Angelica. Les chiens aboient. Les paysans insultent. Le Tibre roule ses eaux verdâtres.

— À deux nous serons plus fortes, dit Angelica. Je sais qu'Anselmo n'a jamais fait de cadeaux.

La voix qui appelle Angelica entre dans le Tibre et nage. Le soleil gueule une de ces lueurs, blanc lunaire. Les chiens s'interpellent.

◆ Philippines

Times, Saturn Ocampo, était le « vétéran » des détenus politiques philippins. L'annonce de son évasion, le jour même de l'ouverture à Manille du congrès d'une vaste coalition d'opposition, a donné lieu à de longues minutes d'applaudissements et d'accolades.

« Ce sont surtout des journalistes de province qui sont en danger », explique Ceres Doyo, une pigiste bien connue pour ses articles détaillant la misère des paysans ou des pauvres des bidonvilles.

En mai dernier, les auditeurs d'une station de radio du nord de l'archipel ont d'ailleurs pu suivre en direct l'agonie d'un commentateur d'affaires municipales, tiré à bout portant dans le studio de la station. « Les cibles semblent choisies de façon très arbitraire, commente Mme Doyo. Ce ne sont pas les journalistes les plus critiques du régime qui ont été tués ».

Les limites de « l'acceptable » aux yeux du gouvernement sont actuellement incertaines, constamment mouvantes, expliquent les journalistes. Chaque jour l'un ou l'autre d'entre eux tente donc de voir jusqu'où il peut aller. Traditionnellement, toute critique de l'armée, des responsables du gouvernement ou de la famille présidentielle pouvait mener à l'arrestation ou à une poursuite en diffamation, quand ce n'était pas tout simplement le congédiement ou la fermeture du journal.

Rien ne permet toutefois de croire, s'inquiète le rapport du *Committee to Protect Journalists*, que cette libéralisation, « due au courage d'un petit nombre de journalistes déterminés à défier le système » plutôt qu'à une véritable volonté gouvernementale de libéralisation, se maintiendra.

Encore récemment, le président Marcos invitait les journalistes à faire preuve de « responsabilité » dans leur couverture des événements et le ministre de l'Information déclarait que les Philippines « ne peuvent se payer la luxe d'une presse libre ».

Si certains craignent que Malacanyang tente de resserrer son contrôle sur les media à l'approche des élections présidentielles de 1987, d'autres, comme Antonio Nueva, le président du Club de presse des Philippines, ont plutôt tendance à croire que les journalistes ont été traumatisés par neuf ans de loi martiale, qu'ils s'auto-censurent et qu'ils doivent « réapprendre » la liberté de presse. Depuis avril dernier, le Club organise d'ailleurs des ateliers visant à changer cette attitude.

Plusieurs, surtout chez les membres d'un groupe de femmes journalistes de Manille, soutiennent que le gouvernement a compris qu'il vaut mieux que les grands débats sur les choix de société se fassent dans les pages des quotidiens que dans les cahiers ou à la montagne...

Même si Jose Burgos est le rédacteur en chef du principal quotidien d'opposition, *Malaya* (Liberté), il se décrit comme « un journaliste qui veut informer ses lecteurs ». « Nous essayons de donner l'autre côté de la médaille », a-t-il affirmé dans une entrevue accordée à un hebdomadaire de la capitale.

La tâche n'est pas toujours facile. Pendant près de deux semaines en mai dernier les journalistes de *Malaya* ont dû produire un quotidien sans un seul téléphone. Leurs deux seuls appareils étaient en panne et

La Conférence mondiale sur la femme à Nairobi

La communication s'établit à grand'peine

DANIÈLE BLAIN
Collaboration spéciale

NAIROBI — Il faut à peine 10 minutes en taxi pour aller, à Nairobi, du forum 1985 des organisations non-gouvernementales (ONG) à la conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la décennie des Nations unies pour la femme : 10 minutes entre deux mondes. Ici et là, on discute du même thème. Mais, entre le campus de l'université et le centre de conférences international Kenyatta, la communication, si communication il y a, ne s'établit qu'à grand'peine.

C'était la même chose en 1975 à Mexico, la même chose à Copenhague en 1980, et à chaque fois la réponse est la même, dit Marek Hagmajer, vice-président de la Fédération mondiale des associations des Nations unies : les problèmes discutés par les participantes au forum ne sont en aucune façon pris en compte à la conférence.

Dans les locaux toujours trop petits de l'université, des milliers de femmes continuent de discuter des projets qu'elles ont mis sur pied dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, de leurs efforts pour améliorer la situation des femmes marginalisées des bidonvilles. Elles parlent de leurs difficultés de financement, de leurs attentes face à leurs gouvernements respectifs, critiquent leurs politiques. Elles échangent des approches, remettent en question des concepts désuets, élaborent des stratégies nouvelles, concrètes : une somme de travail impossible à résumer.

Mme Aithmarh-Ahlonkoba, déléguée officielle du Togo, sort d'un pa-

nel de trois heures sur les rapports, au niveau de la programmation et du financement, entre les organisations non-gouvernementales et le programme des Nations unies pour le développement. « Les femmes sont riches d'une formidable expérience sur le terrain, et elles ont quelque chose à donner. Je crois que plus de délégués doivent venir et prêter oreille ».

« Je trouve que c'est un véritable gâchis, s'indigne Jacqueline Kizero, Burkinabe, membre de l'Institut panafricain de développement. Des délégations gardent quatre ou cinq membres en séance plénière, alors qu'ici il y a tant à voir et à entendre si j'étais chef de délégation... » C'est fait exprès, soutient Monika, dont les yeux trahissent la fatigue de ces presque deux semaines de conversations ininterrompues. Autrement, la pression politique serait trop forte. Nous, Autrichiennes, nous avons de bons rapports avec les membres de notre délégation, mais la majorité des représentantes des ONG, Américaines, par exemple, s'opposent complètement aux positions adoptées par les membres de la délégation des États-Unis ».

Après avoir participé au forum, Neya, Dominicaine, sera pour la dernière semaine de la conférence des Nations unies membre de la délégation officielle de son gouvernement : « Je ne parlerais pas de divisions, soutient-elle, mais il n'y a pas non plus de collaboration ». Il y a bien, tous les jours au forum, un briefing d'une demi-heure sur les activités de la conférence, et hier, c'était au tour de Maureen O'Neill de fournir quelques informations sur l'évolution des

débats et de présenter par la même occasion la position du Canada : informations bien générales, qui n'attirent que bien peu de monde. Par ailleurs, on n'a pas jugé bon, de l'autre côté, d'inviter des représentantes du forum à expliquer aux délégués à la conférence ce qui se passe chez elles.

Pour se faire entendre, il ne reste à celles-ci qu'un très fragile canal officiel. Près de 600 observatrices membres d'organisations non-gouvernementales, dotées d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies, ont été admises à la conférence. Les laissera-t-on parler ? On l'espère, dit Rosario Ibarra de Piedra, qui représente à Nairobi les membres des familles de quelque 9,000 desaparecidos d'Amérique latine. Il y a 10 ans, nous commémorons comme ça, « avec votre permission, nous allons prendre la parole », et c'est encore la même chose aujourd'hui ».

Elle ne demande pas grand-chose, quelques minutes lorsque tous les chefs de délégation auront terminé leurs déclarations officielles « pour tenter d'émouvoir les femmes déléguées, des mères, des épouses, afin qu'elles libèrent les « desaparecidos » et que cesse cette pratique qui est la honte de l'humanité ». Las, après trois jours, les délégués ont déjà pris 24 heures de retard sur le programme original. Il n'y a vraisemblablement pas de temps pour les ONG, dans une tentative de contourner le problème, plusieurs centaines de femmes latino-américaines ont préparé une déclaration commune, qu'une déléguée officielle européenne leur aurait promis de présenter en leur nom. Le pourra-

t-elle ?

« Le problème, c'est que les gouvernements, à ce stade-ci, n'écoutent pas les ONG, alors que plusieurs pensent encore qu'elles peuvent influencer leurs politiques, dit Marek Hagmajer. Je pense que c'est trop tard. Les délégués qui parlent ici ont reçu des instructions précises de leurs ministères des Affaires étrangères, et ils n'y dérogeront pas ».

Mais il y a plus. « Je serais surprise qu'on arrive à une véritable communication entre gouvernements et organisations non-gouvernementales au niveau international, estime Rosemary Crowley, sénatrice. Ici, nous échangeons des informations entre Australiens, et le véritable travail va commencer lorsque nous allons rentrer, pour discuter des résultats. J'espère que la conférence va sortir un document de stratégies pour l'avenir acceptable alors, beaucoup de ce que les femmes ont discuté pourra être réalisé ».

Les participantes au Forum 1985 n'attendront pas. Lorsqu'elles ont commencé leur immense travail, elles étaient presque complètement ignorées par les différentes instances qui s'occupaient de développement. Aujourd'hui, tous leur reconnaissent « un rôle particulièrement important » à l'échelon national. La coïncidence, par ailleurs voulue du forum 1985 et de la conférence, marque ce qu'une Italienne appelait une « convergence parallèle ». Certaines s'en indignent, d'autres en prennent acte. « Il y a des gens qui disent que le forum aurait dû avoir lieu avant, dit la Tunisienne Asma. Je ne crois pas que cela aurait fait tant de différence. Ces sont deux événements complètement déferents ».

Aux audiences du comité spécial des Communes et du Sénat

Le projet de libre-échange avec les USA ne fait pas l'unanimité

BERNARD DESCÔTEAUX

OTTAWA — Les manufacturiers canadiens sont dans l'ensemble d'accord pour renforcer les liens commerciaux avec les États-Unis en dépit des bouleversements économiques que suscitera ce projet, mais certains, dans le secteur du textile en particulier, entretiennent de très fortes réserves face à ce projet.

C'est ce qui ressort des mémoires présentés hier au comité spécial des Communes et du Sénat chargé de tenir des audiences publiques cet été sur les deux grandes questions de l'heure pour le Canada en matière de politique extérieure : le libre-échange et la participation canadienne au projet américain dit de la Guerre des étoiles.

Ainsi, pour l'Association des manufacturiers canadiens, il est clair que les avantages qui pourraient résulter pour l'économie canadienne de la conclusion d'une entente commerciale avec les Américains valent bien les désavantages qui pourraient être minimisés en prenant un certain nombre de précautions. Le protectionnisme américain menace des emplois au Canada, selon eux.

Pour l'Institut canadien du textile, par contre, les inconvénients qui résulteraient d'une telle entente seront nettement plus grands. Il pourrait même en résulter la perte de dizaines de milliers d'emplois, environ 25,000 uniquement dans le secteur du textile. Et, selon cette association, il pourrait en être de même dans les autres secteurs industriels légers et semi-légers.

Ces craintes de l'Institut canadien du textile ne sont pas sans fondements. Témoinant devant le comité, un porte-parole du Centre canadien de recherche en politiques de rechange, M. Duncan Cameron, estimait hier que l'instauration d'un système de libre-échange avec les États-Unis pourrait entraîner la perte d'un million d'emplois au Canada.

Certes, il y a un 10 % de l'industrie canadienne qui pourra bénéficier d'une entente, augmenter sa part du marché et créer des emplois. Le danger réside dans le fait, note M. Cameron, que 50 % de l'industrie manufacturière canadienne appartient à des intérêts américains attirés au Canada par des subventions. Quels

avantages ceux-ci auraient-ils à maintenir une production au Canada lorsqu'ils auront accès librement au marché canadien, demande-t-il. En plus de nombreuses entreprises canadiennes seront intéressées à investir aux États-Unis plutôt qu'au Canada pour se rapprocher de leurs marchés.

L'Association des manufacturiers reconnaît le problème. Une libéralisation significative du commerce forcera plusieurs entreprises canadiennes à procéder à une restructuration. Selon M. Ron F. Booth, cette restructuration sera particulièrement pénible pour certaines compagnies et les communautés qui dépendent parfois exclusivement de leurs activités.

Pour le secteur textile, l'inquiétude vient du fait que ces ajustements signifieront presque à coup sûr la fermeture de nombreuses entreprises. La capacité de production de l'industrie textile américaine est de 12 à 15 fois supérieure à l'industrie canadienne. Ne produisant actuellement qu'à 70 % de sa capacité, elle pourrait facilement s'accaparer du marché canadien tout entier, note M. F. P. Brady, vice-président senior chez Dominion Textile.

Ces difficultés peuvent toutefois être atténuées estime M. Booth, qui croit que le devoir du gouvernement canadien dans le cadre de négociations commerciales avec les États-Unis consistera à prendre un certain nombre de précautions. Ainsi des périodes de transition devront être prévues ainsi que des mesures de sauvegarde appropriées. Il faudra aussi adopter des politiques, aider les entreprises et les travailleurs à procéder aux ajustements nécessaires.

Les manufacturiers canadiens dans leur ensemble sont favorables à l'ouverture de négociations qu'on souhaite dans les plus brefs délais, assure M. Booth qui remarque qu'il ne s'agit pas de chercher à établir un marché commun avec les États-Unis. Essentiellement, il s'agit de « faire un effort pour enlever les barrières non-tarifaires » au commerce entre les deux pays.

Le président de l'Association des manufacturiers ne sait pas trop si l'on doit appeler ça libre-échange ou libéralisation du commerce. Allons voir, commencent les pourparlers, dit-il ajoutant qu'on décidera ce qu'il conviendra de mettre dans un projet

En Colombie-Britannique

Les feux de forêt ont déjà coûté plus de \$45 millions

CANAL FLATS, C.-B. (PC) — Le commissaire aux incendies Bob Hickey a révoqué, hier, l'ordre qu'il avait donné il y a 10 jours aux 1,400 habitants de Canal Flats d'évacuer le village.

Les feux de forêt faisaient à ce moment rage à moins de 1,500 mètres de Canal Flats et un brusque changement de la direction des vents risquait constamment de provoquer l'asphyxie des gens.

Mais plusieurs n'étaient pas d'accord avec la nécessité d'évacuer les lieux et c'est avec un « je l'avais bien dit » qu'ils sont retournés à la maison.

D'autres, comme M. Bill Clark, ont souligné que, malgré tout, ils n'auraient pas aimé se faire dire « je l'avais bien dit » par le commissaire aux incendies... aux funérailles d'un parent ayant refusé de quitter Canal Flats.

Même si le danger est écarté du

village, les feux de forêt n'en contiennent pas moins de faire des ravages en Colombie-Britannique.

Un deuxième pompier volontaire a perdu la vie, hier, après que le bulldozer qu'il conduisait s'est renversé sur lui. La victime est William Frederick Hobber, 40 ans, de Chetwynd.

Dimanche dernier, David Alfred Smith, 22 ans, de 100 Mile House, a été tué par une pierre.

La saison des feux de forêt de 1985 en Colombie-Britannique est la plus dispendieuse de l'histoire de cette province.

Pour combattre ces incendies, on a dépensé jusqu'ici \$45,7 millions.

Il y a actuellement 756 feux et 5,500 personnes essaient de les éteindre.

La saison la plus dispendieuse avait été auparavant 1982. Elle avait coûté \$40 millions.

Les feux ont brûlé jusqu'à maintenant 202,800 hectares de forêt.

18 juillet par la PC et l'AP

- 1984: George Shultz, secrétaire d'état américain, déclare que les États-Unis ne renonceraient pas à leur rôle dans le maintien de la paix dans le Pacifique et en Asie.
- 1978: Washington décide d'un contrôle des exportations de technologie pétrolière vers l'URSS afin de protester contre le traitement réservé aux dissidents soviétiques.
- 1976: un porte-avions soviétique franchit pour la première fois les détroits turcs pour rejoindre la flotte russe de Méditerranée.
- 1974: Mgr Makarios, président de la République chypriote, chassé par un putsch, arrive à New York afin de solliciter le soutien des Nations-Unies.
- 1971: Saïgon propose que le Nord et le Sud-Vietnam décident d'un cessez-le-feu et organisent des élections en vue d'une réunification.
- 1962: le gouvernement de Lima est renversé par un putsch: les États-Unis suspendent leur aide militaire au Pérou.
- 1923: en Grande-Bretagne, le *Matrimonial Causes Act* accorde aux femmes l'égalité en matière de divorce.
- 1536: l'autorité du pape est déclarée nulle en Angleterre.
- 64: un grand incendie dévaste Rome tandis que, dit-on, Néron, qui serait l'incendiaire, contemple le spectacle en jouant de la lyre.
- Il s'est né le 18 juillet: le romancier anglais William Thackeray (1811); le comique américain Red Skelton (1915).



LA FONDATION DU QUÉBEC DES MALADIES DU CŒUR